



Témoignage personnel, en qualité de responsable permanent d'un LVA -

26 mai 2026

Bonjour

Après vingt années passées au sein d'un lieu de vie dans l'Aude en qualité de créateur et de responsable permanent, accueillant des adolescents confiés par l'Aide Sociale à l'Enfance de 11 à 21 ans, nous avons vu évoluer profondément les profils des jeunes accueillis ainsi que les attentes institutionnelles envers les structures éducatives de terrain. Aujourd'hui, nous ressentons le besoin de témoigner d'un certain malaise.

Les adolescents qui nous sont confiés présentent depuis plusieurs années des problématiques extrêmement lourdes: ruptures de parcours multiples, violences intrafamiliales, troubles du comportement, addictions, passages à l'acte, refus de l'autorité, souffrances psychiques importantes et intolérance croissante à la frustration. Beaucoup arrivent dans les structures après plusieurs exclusions ou échecs successifs dans différents dispositifs éducatifs, sociaux ou médico-sociaux. Notre lieu de vie est devenu alors la solution de dernier recours pour des jeunes qualifiés parfois "d'incasables".

Pour autant, les moyens humains, éducatifs, psychologiques et sécuritaires permettant de faire face à cette violence quotidienne n'ont pas suivi l'évolution des problématiques rencontrées. Nous nous sommes retrouvés dans une situation extrêmement paradoxale : ils nous étaient demandés de contenir des adolescents de plus en plus difficiles tout en nous refusant simultanément les outils éducatifs, le soutien institutionnel et parfois même l'autorité nécessaire pour exercer notre mission.

Nous avons souvent eu le sentiment d'être pris dans une forme de dichotomie permanente entre la commande institutionnelle et la réalité concrète du terrain. D'un côté, les services départementaux nous demandait d'accueillir des jeunes toujours plus complexes, parfois violents, avec des exigences éducatives particulièrement fortes. De l'autre, les structures se retrouvent soumises à des contrôles administratifs incessants, à des injonctions contradictoires et à une multiplication des procédures de vérification, sans qu'un véritable accompagnement éducatif, clinique ou technique ne soit réellement proposé.

Cette logique de contrôle permanent finit progressivement par remplacer la logique de soutien de la cellule d'accompagnement des LVA. Beaucoup de professionnels de terrain ont aujourd'hui le sentiment d'être davantage surveillés qu'accompagnés. Or, gérer au quotidien des adolescents en grande souffrance psychique ou sociale ne peut se résumer à l'application théorique de procédures administratives ou de référentiels souvent éloignés de la réalité vécue dans les structures.

Nous avons également constaté un décalage grandissant entre certains discours institutionnels et la réalité du terrain. Une partie des services administratifs des conseils départementaux semble aujourd'hui fonctionner à partir d'une approche très théorique de la protection de l'enfance, parfois déconnectée des réalités humaines auxquelles sont confrontées les équipes éducatives. Beaucoup de "sachants" élaborent des orientations, des protocoles ou des exigences sans avoir eux-mêmes connu la violence quotidienne, les mises en danger, les crises ou l'épuisement auxquels sont confrontés les professionnels accueillant ces adolescents vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept.



Il devient alors extrêmement difficile pour les équipes éducatives de travailler sereinement lorsque chaque décision éducative peut être remise en question administrativement, alors même que les professionnels assument seuls, sur le terrain, la responsabilité immédiate de situations souvent explosives.

A l'aube de la retraite, lors de notre réflexion autour d'une éventuelle transmission de notre structure, nous avons également été particulièrement marqués par l'évolution du profil des candidats à la reprise du lieux de vie. Nous avons eu le sentiment que l'esprit originel des LVA, historiquement fondé sur une logique familiale, éducative, humaine et de proximité, tend aujourd'hui à disparaître progressivement au profit de logiques beaucoup plus gestionnaires et financières.

Nombre de porteurs de projets rencontrés semblaient avant tout répondre à une demande institutionnelle urgente visant à gérer des adolescents issus de territoires fortement marqués par la violence sociale, avec des approches centrées sur des dispositifs dits de "séjours de rupture", souvent présentés comme des solutions miracles. Derrière certains discours éducatifs, nous avons parfois perçu des logiques économiques particulièrement préoccupantes, avec des prix de journée extrêmement élevés et une approche de l'accompagnement qui semblait davantage relever d'un marché de la difficulté sociale que d'un véritable projet éducatif construit autour des besoins fondamentaux des jeunes accueillis.

Nous avons parfois eu le sentiment de voir apparaître de nouveaux acteurs du secteur davantage animés par des logiques d'opportunité que par une réelle vocation éducative. Certains projets semblaient essentiellement organisés autour d'une forme de délocalisation de la violence urbaine vers des territoires ruraux, les lieux de vie devenant alors des espaces de mise à distance géographique, davantage que de véritables lieux d'accompagnement éducatif durable et structurant.

Cette évolution interroge profondément le sens même de la protection de l'enfance et l'avenir des lieux de vie. Beaucoup de structures historiques, construites autour d'un engagement humain fort et d'une présence quotidienne auprès des jeunes, peinent aujourd'hui à se reconnaître dans certaines orientations actuelles du secteur.

Les analyses développées depuis plusieurs années par Maurice Berger viennent d'ailleurs largement éclairer les difficultés croissantes rencontrées dans la prise en charge des adolescents les plus violents. Il alerte régulièrement sur l'épuisement des professionnels, l'absence de moyens adaptés, les contradictions institutionnelles et l'échec progressif d'un système qui demande toujours davantage aux structures éducatives sans leur donner les moyens humains, cliniques et institutionnels nécessaires pour accomplir sereinement leur mission.

Après près de vingt années d'engagement dans ce secteur, nous faisons aujourd'hui le constat que de nombreux professionnels quittent progressivement la protection de l'enfance non par manque de vocation, mais par épuisement face à un système devenu parfois, davantage préoccupé par le contrôle administratif des structures que par le soutien concret des acteurs de terrain et la réalité des besoins des jeunes accueillis.

Ce témoignage n'a pas vocation à remettre en cause l'ensemble des professionnels investis dans les conseils départementaux, dont beaucoup accomplissent leur mission avec sérieux et humanité. Il vise simplement à alerter sur le fossé grandissant qui semble parfois exister entre l'imaginaire administratif de la protection de l'enfance et la réalité extrêmement difficile vécue quotidiennement dans les lieux de vie, les MeCS accueillant les adolescents les plus fragiles.

Serge PRICZEP